
Annonce de dons patriotiques par les administrateurs du district de Montfort-le-Brutus, lors de la séance du 1er nivôse an II (21 décembre 1793)

Citer ce document / Cite this document :

Annonce de dons patriotiques par les administrateurs du district de Montfort-le-Brutus, lors de la séance du 1er nivôse an II (21 décembre 1793). In: Tome LXXXII - Du 30 frimaire au 15 nivôse an II (20 Décembre 1793 au 4 Janvier 1794) pp. 53-54;

[https://www.persee.fr/doc/arcpa_0000-0000_1913_num_82_1_37154_t1_0053_0000_12;](https://www.persee.fr/doc/arcpa_0000-0000_1913_num_82_1_37154_t1_0053_0000_12)

Fichier pdf généré le 19/02/2024

COMPTE RENDU du *Bulletin de la Convention* (1).

Le conseil du district de l'Adour (*sic*), le seul de son département qui ait résisté aux manœuvres des fédéralistes, écrit que l'esprit de ses concitoyens est excellent; la jeunesse est impatiente de voler en Espagne, à l'aide de ses frères. On ne veut plus d'or et d'argent; et, à l'exemple de Lacédémone, on se nourrit de brouet. Les administrateurs applaudissent aux travaux de la Convention et l'invitent à rester à son poste jusqu'à la paix.

Mention honorable.

La Société populaire de Saurat, district de Tarascon, département de l'Ariège, annonce que les saints et saintes d'argent de leur commune ont fait route pour la Monnaie, et qu'ils ne payeront plus 1,000 écus à un curé pour les tromper; ils ne croient plus qu'à l'infailibilité de la République une et indivisible.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (2).

Suit la lettre de la Société populaire de Saurat (3).

« Citoyens représentants,

« Ceux-là connaissent bien peu le peuple français qui pensent que quelque préjugé doit être respecté dans la révolution.

« Le moment est arrivé où rien ne doit être sacré pour les Français, que la liberté, l'égalité, la vertu et la République une et indivisible.

« Notre commune, une des plus éloignées de cet esprit philosophique qui aujourd'hui fait la base de l'opinion publique, a déchiré le voile qui couvrait les fourberies sacerdotales; il ne nous restait que ce pas à faire pour nous trouver à la hauteur de la Révolution. Aujourd'hui, nous sommes vraiment révolutionnaires et républicains.

« Notre argenterie prétendue sacrée est partie pour la monnaie, nos saints et saintes ont été dénichés et ne serviront plus d'aliment au fanatisme; nous ne paierons plus mille écus à un curé pour nous duper et vivre à nos dépens.

« Nous avons juré de ne reconnaître d'autre culte que celui de la raison, de la liberté et de l'égalité et de ne plus croire qu'à l'infailibilité de la République une et indivisible.

« Délibéré en séance publique et extraordinaire de la Société populaire de Saurat, le 12 frimaire l'an II de la République une et indivisible.

« TRESRIEU, président; CHALMETTE, secrétaire d'office; CALY. »

La Société républicaine du canton de Matha, district de Saint-Jean-d'Angély, loue le courage et déplore le sort des représentants Beauvais et Bayle. Elle demande vengeance contre les auteurs de cet attentat à la liberté nationale.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (1).

La Société républicaine et montagnarde de Mont-de-Marsan, chef-lieu du département des Landes, se plaint des lenteurs qu'apportent les administrateurs à l'envoi des secours pour les parents pauvres des défenseurs de la République.

Renvoyé aux comités de la guerre et des secours publics (2).

COMPTE RENDU du *Bulletin de la Convention* (3).

La Société républicaine et montagnarde de Mont-de-Marsan, département des Landes, écrit que, touchée des besoins des parents des défenseurs de la patrie, dont les chefs négligent d'envoyer les certificats de présence des volontaires ou marins à leurs corps, elle a délibéré de distribuer, au soulagement provisoire de leurs parents, les dons patriotiques faits par les membres de cette Société, et qui s'élevaient à 9,618 liv.

Cette Société demande que la Convention décrète que tous les conseils d'administration militaires de terre et de mer seront tenus, sous peine de destitution, d'envoyer directement sous trois jours, et ensuite tous les trois mois, aux directoires de leurs districts respectifs, les certificats de service des volontaires et marins, ainsi que les certificats des morts au service de la République.

Mention honorable.

Les administrateurs du district de Montfort-le-Brutus envoient une proclamation qu'ils ont faite à leurs administrés, pour ranimer l'esprit public en terrassant le fanatisme.

Ils annoncent l'envoi prochain à Paris de toute leur argenterie, cuivre, fer, plomb, etc.

Mention honorable, insertion au « Bulletin » (4).

Suit la lettre d'envoi de la proclamation (5).

Les administrateurs du district de Montfort-le-Brutus, au citoyen Président de la Convention nationale.

« Montfort-le-Brutus, ce 9 frimaire, 2^e année de la République, une et indivisible.

« Citoyen,

« Nous nous empressons de te faire passer

(1) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 28, p. 3.

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 28, p. 3.

(3) *Premier supplément du Bulletin de la Convention* du 1^{er} jour de la 1^{re} décade du 4^e mois de l'an II (samedi 21 décembre 1793). D'autre part, le *Mercur universel* du 2 nivôse an II (tom. 35, p. 27, col. 1) rend compte de la pétition de la Société républicaine de Mont-de-Marsan dans les termes suivants :

« La Société républicaine de Mont-de-Marsan se plaint que les administrations militaires n'envoient pas les certificats de non-existence aux pères et mères dont les enfants sont morts à la défense de la patrie. Les officiers et capitaines touchent la solde des morts, et les parents sont privés des avantages que la nation leur accorde. »

(4) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 28, p. 3.

(5) *Archives nationales*, carton C 294, dossier 978.

(1) *Second supplément au Bulletin de la Convention* du 1^{er} nivôse an II (samedi 21 décembre 1793).

(2) *Procès-verbaux de la Convention*, t. 28, p. 3.

(3) *Archives nationales*, carton C 293, dossier 960.

expédition de notre proclamation à nos frères du district, pour ramener l'esprit public en terrassant le fanatisme.

« La Convention nationale peut compter qu'avant deux décades toutes les argenteries, cuivres, fer, plomb, etc., qui servent au fanatisme, prendront le chemin de Paris, car nous espérons que le culte de la raison sera celui de toutes les communes de notre district.

« LE BEAU; BONNIN; CARRA; L'HERMITE,
secrétaire. »

Proclamation des administrateurs du district de Montfort-le-Brutus, à leurs frères de ce district (1).

Un voile épais avait caché la lumière qui devait éclairer une grande nation, mais enfin, le moment est arrivé où ce voile déchiré laisse voir la véritable grandeur de l'homme libre, et les moyens qu'employaient les oppresseurs en faisant de lui l'objet de leur mépris comme le jouet de leur tyrannie. C'est à notre sublime révolution que nous devons ce contraste étonnant qui fait le bonheur des Français, comme nous ne devons sa conservation qu'à l'unité, à la fraternité et à l'entier dévouement que nous devons à la patrie.

Sachez, frères et amis, que nos ennemis n'ont pas abandonné le projet de nous perdre, et que plus nos frères seront grands vers la raison, plus ils chercheront à nous corrompre. Que disons-nous, ces monstres oseraient-ils encore paraître parmi nous pour y renouveler les horribles excès dont ils ne cessent d'être capables? non, frères et amis, le courage et la terreur (*sic*) d'un peuple séduit et trompé seront toujours des barrières insurmontables que les ennemis respecteront.

Nous avons vu depuis notre révolution des hommes abandonner leur patrie pour aller se ranger sous les drapeaux des tyrans, qui veulent nous asservir et faire du sol sacré de la liberté un théâtre d'horreur, d'autres sont restés au milieu de nous pour favoriser les projets des premiers; mais tant de crimes ont été épargnés par le triomphe de la vérité et de l'innocence.

Enfin, d'autres ont la conduite hypocrite avait dirigé les volontés de l'homme crédule n'ont pas rougi de prêter le serment d'être fidèles à leur patrie dans l'espoir que cette crédulité viendrait à leur secours pour rentrer dans le superflu des biens usurpés dont ils jouissaient, et destinés à un usage plus louable. Ces monstres politiques trouveraient-ils encore des hommes assez criminels pour les plaindre et devenir leurs partisans et leurs destructeurs! Non, il ne s'agit, pour ajouter à tant de forfaits, que de rappeler les horreurs que l'histoire nous a conservées sur la religion dont on nous endoctrinait.

C'est pour cette religion qu'en 1099, lors du siège de Jérusalem, dans la première croisade, 20,000 personnes furent égorgées et que les vainqueurs, fatigués du carnage, en avaient horreur eux-mêmes. On n'a pas rougi d'avoir fait bâtir une église destinée au service divin au lieu où les victimes avaient été immolées.

C'est pour cette religion qu'il périt dans la

deuxième croisade, en 1145, 200,000 hommes.

C'est pour cette religion que le tyran des Français, connu sous le nom de saint Louis, alla, en 1248 et 1269, jusqu'à Chypre et Tunis pour universaliser ses crimes en voulant soumettre ces villes à une domination inquisitoriale.

C'est pour cette religion qu'en 1572, le 24 août, le scélérat Charles IX ordonna un massacre horrible dans Paris, connu sous le nom de la Saint-Barthélemy, et qui dura sept jours. Ce tyran porta encore le crime jusqu'à faire passer cet ordre barbare dans différentes provinces et qui eut son exécution dans plusieurs villes; et pour couronner ces abominations, le pape fit faire une procession pour remercier l'Être suprême de ces crimes.

C'est pour cette religion que la France, dans tous les temps, a été en proie aux guerres civiles les plus sanglantes.

C'est pour cette religion que les tyrans ont banni d'honnêtes citoyens du territoire français.

C'est pour cette religion enfin que la Vendée et les départements qui l'environnent sont ravagés et en proie à toutes les horreurs.

Ah! frères et amis, vous en faut-il davantage, la nature n'est-elle pas outragée à un pareil récit. Pourriez-vous croire que l'Être suprême, juste et bon, ait pris part à tant de crimes. Non, ces actions sanguinaires n'ont pu être exercées que par des hommes ambitieux qui voulaient établir des ordres dans lesquels ils pussent se rendre maîtres des humains en leur interdisant jusqu'à la pensée.

Les tortures que nous avons endurées jusqu'au moment d'une révolution qui étonne l'univers, n'étaient que les effets des guerres faites au nom de la religion pour favoriser les tyrans.

Les ministres de cette religion ne craignaient pas de s'arroger le droit exclusif d'avoir tous les vices, en vous disant : « Faites ce que nous vous disons, et non pas ce que nous faisons. » N'en doutez pas, frères et amis, c'est cette absurdité qui vous éloignait tant du bonheur.

Ils nous prêchaient l'abstinence, la sobriété et ils vivaient dans l'intempérance.

Ils nous prêchaient l'humilité et ne rougissaient pas d'être orgueilleux, jusqu'à méconnaître et même mépriser l'homme vertueux que la naissance avait condamné à la pauvreté.

Ils nous prêchaient la pauvreté et ils étaient dans l'abondance et dans une somptuosité qu'ils n'avaient acquises qu'en trahissant la crédulité et la bonté du peuple. Ils ont même porté l'impudence jusqu'à nous dire que leurs biens n'étaient pas de ce monde et personne plus qu'eux n'en avait en ce monde.

Frères et amis, vous apercevrez dans ce contraste qu'on nous trompait et que c'était moins un Dieu qui n'admet aucune différence dans les hommes qu'ils prêchaient, que la conservation de l'empire qu'ils avaient sur nous depuis tant de siècles et qui nous rendait esclaves.

Arrivés à la raison, nous ne devons plus voir que la vérité en abjurant le mensonge et l'erreur. Des républicains ne doivent-ils pas être jaloux de se voir devancés par les belles actions, montrons-nous assez sages pour ne plus nous livrer à des préjugés qui pourraient détruire notre liberté et les jouissances les plus douces qu'un nouvel ordre social nous pré-

(1) Archives nationales, carton C 291, dossier 978.